

LE 22 MARS, CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT!

Le gouvernement, après avoir mis en place par le 49.3 les ordonnances démantelant le code du travail, s'attaque à la fonction publique au travers du plan «*Action Publique 2022*» lancé en octobre. Il prévoit un recours accru aux contractuels, la rémunération au mérite, un renforcement de l'autorité hiérarchique, la suppression d'un grand nombre de postes de titulaires chaque année (120.000 sur 5 ans), une révision des instances de «*dialogue social*», une révision du régime des retraites et en toile de fond l'attaque du statut général des fonctionnaires et à terme la fin possible de certaines fonctions publiques.

Cela fait des années que les gouvernements successifs s'attellent à ce démantèlement, non remplacement de départs en retraites donc suppression de postes et dégradations des conditions de travail, gel de la valeur du point d'indice de 2010 à 2016, et de nouveau en 2017, recours à une main d'œuvre contractuelle malléable, interchangeable et jetable, sous-traitance de certaines tâches aux secteurs privés (utilisation de main d'œuvre sous payée et à temps partiel remplaçant des temps pleins), exigence d'économie chaque année sous peine de sanctions (1,2 milliards pour les hôpitaux en 2018), privatisation totale ou partielle de certains secteurs (France télécom, la Poste, le fret,...), ... le seul but étant la rentabilité à tout prix au détriment des usagers/patient-e-s. Macron veut donc finaliser ces années d'attaques par une mise à mort du secteur public.

L'État a ouvert les hostilités en s'attaquant au statut des cheminots et en annonçant l'ouverture à la concurrence du transport de passagers/ères d'ici quelques années. Pour ne pas faire trop de remous le gouvernement annonce que le changement de statut ne s'appliquera qu'aux nouveaux/elles embauché-e-s mais on voit bel et bien qu'à terme le statut spécifique des cheminots va disparaître et une partie du transport ferroviaire privatisé purement et simplement. Le passage envisagé du statut de la SNCF en société anonyme est un premier pas vers la privatisation. Rappelons que 29 ans après la privatisation de *British Rail*, deux Britanniques sur trois souhaitent une renationalisation complète: hausse incontrôlée du prix des billets, trains supprimés, réduction continue des personnels...

La SNCF n'est pas la seule dans la ligne de mire, tous les secteurs de la fonction publique sont concernés. Les plus durement touchés sont déjà entrés dans la lutte depuis quelques semaines, grèves dans les EHPAD, les urgences des hôpitaux, à Météo France, à la SNCF à partir du 3 avril...

Pour le gouvernement, allié du capitalisme, seuls la rentabilité et le profit importent. Les cheminots et les usagers ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts communs et imposer un véritable service public autogéré.

La Fédération Anarchiste dénonce et combat cette société où, depuis sa création, l'État est au service d'une classe sociale, celle des puissants et de l'argent roi au détriment des individu-e-s.

C'est pourquoi nous sommes pour un changement radical de société par la lutte des classes, qui serait basée sur l'égalité sociale et économique, la démocratie directe et le fédéralisme libertaire.

Ils ont besoin de nous, nous n'avons pas besoin d'eux!